

Moins d'excès serait bénéfique

Autor(en): **Pöhner, Ralph**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **39 (2012)**

Heft 2

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912995>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Moins d'excès serait bénéfique

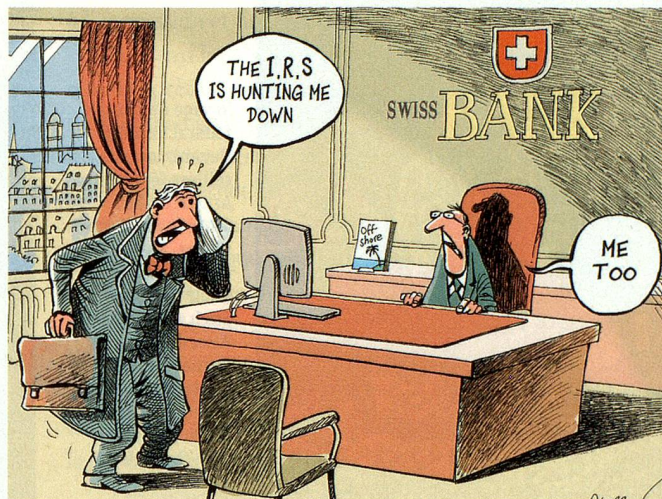
La Suisse est devenue l'otage de ses banques – une aberration. Le poids économique des établissements financiers et en particulier du secret bancaire est surestimé.

Par Ralph Pöhner

En quoi les déboires de Wegelin doivent-ils préoccuper le citoyen suisse lambda? Et en quoi toutes ces banques menacées par l'Oncle Sam le concernent-elles? Après le contentieux sur les fonds juifs en déshérence, la crise des subprimes et le scandale fiscal autour d'UBS, la Suisse doit à nouveau passer sous les fourches caudines à cause d'erreurs commises par d'autres, plus précisément des banques et des banquiers. Le litige sur les fonds non déclarés de clients américains entraîne à nouveau le pays tout entier dans la tourmente. Et le gouvernement se voit contraint de voler au secours des banques.

Une situation illogique. Quand en 2001 et en 2002, les deux fleurons de l'industrie helvétique ABB et Sulzer étaient au bord du gouffre, accablés par des plaintes collectives américaines, le reste du pays a gardé son objectivité, traitant l'affaire comme un litige juridique touchant des sociétés privées suite à des difficultés de gestion. De toute évidence, le différend qui oppose actuellement les États-Unis aux banques Wegelin, Julius Baer et autres, est révélateur de deux conceptions juridiques radicalement différentes du secret bancaire. Pourtant, en ratifiant l'accord de coopération internationale durant l'été 2010, l'État suisse signifiait clairement son intention de ne plus couvrir l'évasion fiscale.

Ce message a été ignoré par certaines banques, une erreur managériale. Reste que Berne doit à nouveau payer les pots cassés – et les responsables politiques de plusieurs partis appellent à la solidarité avec les banques. Cette situation montre bien l'emprise que les mythes peuvent avoir. Contrairement à ABB et ses générateurs de vapeur ou Sulzer et ses hanches artificielles, le secteur bancaire est toujours érigé en cause nationale en 2012: la Suisse, à jamais le pays des montres, du fromage et des banques? Manifestement, le mythe selon lequel nous devons une



Je suis traqué par le fisc U.S. ! – Moi aussi.

large partie de notre bien-être aux banques est bien enraciné.

Importance économique surestimée

Or, il est faux, et pour plusieurs raisons. Ce mythe a été colporté au fil de l'histoire: mais déjà du temps légendaire des comptes numériques, le secteur bancaire ne représentait qu'un pan modeste de l'économie nationale. La richesse a surtout été créée dans d'autres domaines. Ainsi, en 1980, alors que la Suisse était le pays le plus riche de la planète d'après presque toutes les statistiques, la contribution directe des banques au PIB n'était que de 4%. Son importance a augmenté depuis, mais les banques restent un élément parmi d'autres: actuellement, elles emploient environ 110 000 personnes – sur près de 3,4 millions d'actifs au total. A titre de comparaison, l'industrie métallurgique, électrique et des machines offre environ 335 000 emplois (chez ABB ou Sulzer, notamment). Aujourd'hui, le secteur bancaire représente 7 à 8% de la richesse de la Suisse, la valeur étant essentiellement créée grâce à des activités quotidiennes louables: crédits aux entreprises, hypothèques, plans de prévoyance, développement de fonds, comptes et dépôts de petits clients ou également – eh oui – gestion d'actifs privés déclarés. Autant de services qui n'ont jamais attiré les foudres d'un

procureur général américain, d'un ministre des Finances ou d'une ONG politique. Et ce sont là des activités qui ont peu de chances de plomber la moitié du pays en cas de crise financière: too small to fail.

Comparé à d'autres pays européens, le secteur bancaire revêt une importance non négligeable en Suisse. Les employés de banque y représentent 3% des postes, contre environ 1,5% en Autriche, en Hollande, au Danemark ou en Allemagne. Deux raisons expliquent cette réalité: le rôle de global players joué par deux grandes banques suisses et la position de premier centre offshore

mondial de la Suisse – un pays étranger dans lequel on vient volontiers placer son argent. Est-ce à cause du secret bancaire? Pas du tout. Les experts de la finance diront que la Suisse doit son attrait à sa stabilité, à sa situation au cœur de l'Europe, à l'excellence des services bancaires et à sa discrétion. Ces qualités ne seraient nullement mises en péril si les banques renonçaient aux activités les plus risquées, politiquement sensibles ou préjudiciables à leur réputation.

Le cas des Pays-Bas illustre bien où pourrait mener le chemin: le secteur financier y représente aussi près de 6,5% du PIB, abrite d'impressionnants conglomérats financiers et est un important pourvoyeur d'emplois (près de 110 000, comme chez nous). La finance batave est plus discrète et circonscrite – et depuis le grand coup de balai donné suite à la crise financière de 2008, il ne préoccupe plus les milieux politiques.

Alors, est-ce vraiment la richesse de notre nation qui est en jeu? Difficile à croire. La Suisse n'aurait rien à perdre à ce que ses banques deviennent les plus décentes de la planète. Cela pourrait tout au plus contraindre certains dirigeants de la branche.

RALPH PÖHNER est cofondateur de la plate-forme financière finews.ch à Zurich. Son article a été publié initialement dans l'édition du 16 février 2012 du quotidien «Die Zeit».